la cause du peuple

N°23 septembre 2015

Le journal des luttes du peuple

PLUS D'ALTERNATIVE...

MAIS UNE SOLUTION !



l'éditorial

Après plus d'un an d'absence la Cause du Peuple est finalement de retour !

La Cause du peuple sortira désormais une fois par mois, autour de rubriques fixes comme « Lutte de classe » qui contiendra entre autres des brèves ouvrières pour discuter de l'actualité des luttes dans les usines et entreprises ; « Résistances » sur les sujets de l'antifascisme, de la lutte contre la répression, du féminisme, des luttes pour le logement… ; « International » sur les luttes autour du monde ; ou encore « Culture » qui contiendra des critiques de livres, de films, de musique etc.

Le retour de la Cause du Peuple, c'est aussi parce qu'il y a une sorte d'urgence.

On nous dit que la crise serait terminée, que le chômage va diminuer, bref, qu'il faut juste un peu patienter mais que ça ira mieux bientôt... Mieux pour qui ? Depuis 2008, les richesses se sont encore plus concentrées entre les mains des plus riches.

On nous bassine sur les assistés, on montre du doigt les immigrés, on culpabilise les chômeurs mais par contre, on fait des cadeaux aux grands patrons qui représentent des milliards d'euros. Et ces euros, ils viennent de nos poches... Combien sommes-nous en intérim, en CDD, en temps-partiel non choisi, avec des contrats pourris juste pour pouvoir payer le loyer à la fin du mois ? Et ça serait de notre faute si les capitalistes ne peuvent pas faire autant de profits qu'ils l'auraient bien voulu ? Quand on entend les conneries des « responsables » politiques, on croit rêver !

Le gouvernement PS, élu surtout pour se débarrasser de Sarkozy « l'homme aux multiples affaires », s'est placé en paroles du côté du peuple contre la finance. Encore du vent, une belle démonstration de vendeur d'illusions. En réalité, c'est une politique anti-populaire et anti-ouvrière que le gouvernement nous fait subir chaque jour. D'abord c'était l'ANI (Accord National Interprofessionnel), ensuite le pacte de responsabilité sous les applaudissements du MEDEF (quelques milliards valent bien quelques applaudissements non?), et ça continue avec la loi Macron (voir p.5).

Et pour que la pilule passe, le PS continue sa politique raciste contre les migrants et les Rroms. C'est le bon vieux diviser pour mieux règner ! On trouve un bouc émissaire, on dit que c'est de sa faute s'il y a des problèmes et pendant ce temps là on attaque les droits conquis par les travailleurs et travailleuses après des années de lutte sans qu'aucune grosse mobilisation syndicale ne se construise en face.

Sauf qu'en menant cette politique, le PS fait le jeu du Front National. Comme on dit : « Sarkozy a labouré, Hollande et Valls sèment, et Marine récoltera »... Les dernières élections ont vu des scores électoraux importants pour le FN. Maintenant, on l'entend s'exprimer sur les sujets d'actualités à BFM, France Info, etc. Des chroniqueurs et chroniqueuses d'émissions se font même les portes-paroles des idées du FN.

Le FN continue à poursuivre son opération « lifting » en essayant de lisser son image, en maîtrisant son discours, surtout pour éviter de passer devant les tribunaux et d'être condamnés. Mais le FN porte toujours un programme politique et une idéologie fondamentalement anti-ouvrière. Il essaye bien de nous tromper en disant le contraire, mais nous ne devons jamais oublier que le FN est un parti issu d'une famille de millionnaires, au service des intérêts des patrons. D'autant plus qu'en sous main, le FN peut compter sur les groupuscules d'extrême-droite gravitant autour du Rassemblement Bleu Marine, qui continuent à agir le plus souvent dans la plus grande impunité.

Au niveau international, grâce au gouvernement du Parti Socialiste, l'impérialisme français a aussi pu se revigorer. On a ainsi le droit à toutes les interventions militaires possibles qui permettent d'assurer les intérêts de la bourgeoisie française à l'étranger : ce sont les interventions militaires au Mali, en Centrafrique et en Irak. Là où il y a de l'uranium, il y a Areva, là où il y a du pétrole, il y a Total, là où il y a de la reconstruction, il y a Lafarge, et là où il y a la guerre, il y a Dassaut ! Sans oublier, les Bouygues, Lagardère et compagnie.

Nos bourgeois prétendent que ces interventions sont là pour lutter contre le terrorisme ou pour la paix, pour la démocratie. C'est sûr que si ils intervenaient en disant que c'est pour sécuriser le pillage des ressources des autres pays, ça serait plus franc mais sûrement moins accepté ! Et puis quand on voit que la France intervient dans des pays qu'elle a elle même favorisé à déstabiliser, on comprend mieux l'expression du « pompier pyromane ».

Sombre tableau. Mais là où il y a oppression il y a résistance. Et c'est aussi pour ça qu'on ressort la Cause du Peuple. Parce que c'est le peuple qui fait l'histoire, parce que dans la résignation ambiante il y a aussi les braises de la révolte, parce que tout seul on est face à un mur mais qu'ensemble on peut le renverser. Cet espoir, ce n'est pas une idéologie, un idéal, une utopie ou un rêve mais c'est bien vivant. C'est la Guerre Populaire menée par les révolutionnaires indiens (voir p.12), c'est la résistance populaire qui se développe en Turquie, c'est le développement de groupes antifascistes, c'est de nombreuses initiatives et luttes populaires et ouvrières. L'espoir est vivant, il vit par les luttes. Aujourd'hui, notre camp est encore faible mais nos luttes sont comme un feu, il faut l'alimenter pour qu'il grossisse. C'est ce que la Cause du Peuple essaye de faire à son niveau.

Il est donc nécessaire que nous partagions des informations concernant ces luttes, de transmettre des analyses concernant les événements marquants de notre époque. C'est dans cette démarche que s'inscrit le retour de la Cause du Peuple, un journal qui vise à se faire la tribune de la classe ouvrière et des masses populaires et le relais de la solidarité internationale. Une tribune vivante, à laquelle chacun et chacune des lecteurs et lectrices peut participer en envoyant des propositions d'articles à notre adresse mail : lacausedupeuple@gmail.com

Bonne lecture, n'hésitez pas à faire partager vos réactions aux vendeurs et vendeuses de journaux ou à nous adresser des mails.

Et n'oublions jamais qu'une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ! ★

sommaire

Lutte de classe

★ Chronique BTP : Un air de vacances *(p.3)*

★ Le boulot au quotidien *(p.4)*

★ La loi Macon *(p.5)*

★ Répression d'Etat contre les ouvriers d'Amiens *(p.6)*

★ Journée nationale pour les libertées syndicales *(p.6)*

International

★ Sur la situation en Chine *(p.8)*

★ Renault Bursa : les ouvriers se sont mis en grève ! *(p.11)*

★ Chasse aux militants de Turquie en Europe ! *(p.11)*

★ Free Ajith ! *(p.12)*

Résistances

★ La lutte des travailleuses du sexe de Belleville *(p.14)*

★ L'antifascisme en Alsace : l'URAA *(p.15)*

★ De la révolte des banlieues à la révolution prolétarienne *(p.17)*

★ Interview : Le Barricade, local et bar associatif militant à Montpellier *(p.18)*

Culture

★ Shameless *(p.19)*

★ Caminarèm *(p.19)*

★ Hommage à Jean Rigollet *(p.20)*

Chronique du BTP

Un air de vacances…

1 accident de travail toutes les 5 minutes, un décès par jour lié à des conditions de sécurité dégradantes, des travailleurs immigrés sur-exploités en toute légalité, des cadences de travail intenables et bientôt la retraite à 67 ans… Non, ce n'est pas un constat à la Zola, c'est la réalité quotidienne d'environ 1,5 million d'ouvriers et ouvrières travaillant dans le BTP.

Derrière l'image d'Épinal, remplie d'ouvriers souriants et productifs que vendent les confédérations patronales c'est une réalité bien plus crue que l'on observe.

Le travail dans le bâtiment est dangereux, usant physiquement et globalement assez mal rémunéré. On y fait souvent des journées à rallonge débutant tôt le matin pour aller sur des chantiers situés parfois loin de chez nous où les heures de travail s'accumulent, soumis au hasard du climat et surtout aux pressions des patrons pour qui il faudrait en faire toujours plus…

Oui, sauf que « en faire plus » c'est simple en théorie quand on a le cul vissé sur le siège en cuir de son bureau climatisé ou de sa voiture de fonction. Mais quand on est dehors en pleine canicule comme les semaines précédentes, à charrier des parpaings, des sacs de 35 kilos de ciment ou derrière une brouette d'enrobé, en faire plus c'est surtout surexposer sa santé, accumuler de la fatigue, au final c'est se crever au travail.

Mourir pour un patron ! JAMAIS et puis en plus pour quelle reconnaissance ? Le SMIC à la fin du mois, la pénibilité au travail non reconnue et non prise en compte et un âge de départ à la retraite toujours plus lointain…

Se crever au travail, les collègues de DUMEZ Auvergne (entreprise de maçonnerie) l'ont fait. Des chantiers et des bâtiments sortis de terre par le travail des ouvriers il suffit de se promener dans nos villes pour en voir. Beaucoup d'entre vous d'ailleurs travaillent ou vivent dans des bâtiments que ces hommes ont bâti de leurs mains. Et en échange qu'ont-ils récoltés ces ouvriers ? Des pressions au travail, du chômage partiel et maintenant un plan de licenciement de 64 emplois.

Pourtant Dumez, c'est une filiale de Vinci, vous savez, Vinci, le géant monopole qui vous extorque vos maigres économies, en faisant raquer le prolo quand il part en vacance aux péages des autoroutes construites avec l'argent publique. Ce Vinci là, c'est également un grand groupe du BTP qu'une association de lutte contre les crimes économiques vient de mettre devant les tribunaux pour « travail forcé » et « réduction en servitude », sur les chantiers gérés par la filiale au Qatar. Encore une fois, les patrons s'en mettent plein les fouilles en utilisant les pires méthodes, et ce sont nous, les ouvriers qui trinquons l'addition.

Nous sommes des travailleurs, nous produisons les infrastructures dont a besoin la société, eux sont des parasites ils ne produisent rien et en plus ils se gavent sur notre dos, comme quoi le capitalisme c'est le monde à l'envers, pour les feignants les millions, pour les ouvriers le SMIC et pour le privé d'emploi, la réprobation sociale et la suspicion généralisée. Qui est de trop dans cette histoire ? Moi en tout cas j'ai ma petite idée dans la tête… Imaginez un peu, M. Antoine Francis, gérant de chez DUMEZ, une brouette de bon gros béton dans les mains au mois de juillet, pendant que l'on sirote un verre à la plage avec le pognon que les patrons ont extorqué de nos années de labeur, ça aurait quand même un bon petit goût de justice prolétarienne, non ?

Donc si l'an prochain, vous aussi vous rêvez de partir en vacances aux frais de votre patron pendant que lui et ses larbins de petits chefs pataugent dans une marre de bitume fumant, continuez d'acheter, de lire et de faire connaître LA CAUSE DU PEUPLE. ★



POUR QU'UN IMMEUBLE SORTE DE TERRE, C'EST UN OUVRIER PAR JOUR QU'ON ENTERRE!

Le Boulot au quotidien

Le Bio, c'est Bien...

Je. est employé dans un magasin bio. Officiellement, il est ''chef de rayon fruits et légumes''. Officieusement, il n'a aucun pouvoir décisionnel sur la manière d'organiser son travail et ce titre n'est que honorifique.

Cela fait quatre mois maintenant qu'il travaille dans ce magasin en CDD. Il touche 1200/1300€ par mois et fait étonnant, il n'est pas précisé sur son contrat ses revenus mensuels/horaires, mais qu'il doit travailler 35h par semaine.

Dans ce calcul, n'est pas effectué l'ajout des heures supplémentaires, qui sont supplémentaires en apparence, car elles sont obligatoire et représentent 15 heures de travail en plus par mois. Il y a en tout 7 employés, 3 caissières et 4 employés de rayon.

Il règne une bonne ambiance de travail entre les différents employés, parfois de la complicité. Du moins, tant que le patron ne traîne pas dans le coin et n'agit pas de façon autoritaire comme à son habitude. Je. partage avec les autres employés, un profond dégoût pour la manière d'être et de se comporter de leur patron. Il se souvient qu'à son premier jour, un employé avec 11 ans de boîte lui a fait sa formation, en lui demandant d'observer ce qu'il faisait. L'arrivée du patron dans la journée, lui a valut d'être engueulé ouvertement pour ne rien faire, alors qu'il ne possédait pas les bases du métiers.

Les horaires de travail sont de 6h30 jusqu'à 11/12h et de 14h à 19h. Cependant, personne ne commence à 6h30, mais commence en fait aux alentours de 6h. Pourquoi ? Parce que la masse de travail ne permet pas de boucler tout ce qui est prévu dans la journée. Bien évidemment, ces trente ou quarante minutes ne sont pas prises en compte, donc non payées.

Comme dans toute petite entreprise, il y a son lot de favoritisme. Dans ce cas précis, il s'agit de la fille du patron, nièce du ''grand patron'' qui est rarement là. Cette dernière fait un BTS en alternance. Jusque là, tout va bien. Mais Je. raconte qu'après une discussion avec une caissière, cette dernière lui a avouée que la fille du patron touchait beaucoup plus que l'employé présent dans l'entreprise depuis une dizaine d'années grâce à des heures supplémentaires inexistantes (plus de 100 heures !).

Ce dernier a d'ailleurs pour fonction d'être au ''changement de prix'', c'est à dire qu'il doit vérifier suivant les pays et fournisseurs, le prix de tel ou tel fruit ou légume. La charge de travail est énorme, ce qui l'oblige comme les autres, à venir travailler à 6h pour pouvoir rentrer dans ses horaires de boulot.

Ce cas est généralisé à l'ensemble de l'entreprise. Les normes de sécurité pour les employés sont inexistantes, pas de port de chaussures de sécurité, le CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) n'est pas passé par bon nombres d'employés, donc la manipulation de la gerbeuse se fait sans aucune protection et aucun savoir faire concret… A l'opposé de ça, le patron affiche à la vue de tous les acheteurs, des normes de sécurité et d'hygiène que les gens ne prennent pas la peine de lire.



Le patron, parlons-en justement. Je. explique que ce dernier ne reconnaît aucune erreur, qu'il blâme volontiers les employés pour ses fautes, qu'il se montre misogyne et parfois ouvertement raciste.

Par exemple, il fait cacher le câble d'alimentation de son compresseur à carton, de peur que des Roms viennent le lui voler. Quand des clients de couleurs entrent dans son magasin, il demande à ses employés de bien vouloir les ''surveiller''.

Il n'a pas hésité à dire que le travail qu'effectuait Je. était un travail ''de gonzesse'', c'est à dire que remplir des rayons ne serait pas un travail d'homme, surtout dans un magasin bio.

Les employés sont obligés de ramener du matériel qui vient de chez eux, car leur patron refuse de leur en fournir, de peur que les employés ''s'en aillent avec''. C'est ainsi que les employés ramènent des couteaux, des stylos, des marqueurs, des bâches etc.

Un autre problème récurent est celui du gaspillage, car les commandes faîtes par le patron sont trop importantes et des grandes quantités de nourriture sont jetées à la fin de la journée. Selon Je. les quantités jetées pourraient servir à faire un repas pour toute une semaine !

Face à ça, quelle résistance ? Il n'y en a quasiment pas, dit sèchement Je. Il y a bien une colère morale qui se fait ressentir, mais elle ne se matérialise pas concrètement. Le seul geste qui est fait collectivement, est de récupérer du matériel ou de la nourriture pour son usage personnel. Mais cela n'a aucun caractère politique, c'est juste de la ''justice'' en quelque sorte.

Pourtant, les problèmes sont nombreux : les employés sont payés par chèques, alors qu'un RIB serait plus avantageux. Beaucoup de colères, mais aucun agissement. Les vacances sont imposées par le patron. Beaucoup aimeraient pouvoir les poser quand ils le voudraient, mais rien n'est fait dans ce sens là. Les intérêts sont divergents, ils convergent souvent sur des points précis mais rien de concret ne peut-être fait.

Au final, Je. se dit qu'une coopérative pourrait être plus profitable, car le travail serait mieux organisé, mieux distribué et qu'il n'y aurait plus la présence du patron derrière chaque fait et geste, pour les contrôler et les fliquer. Cela reste une hypothèse bien sûr.

Pour conclure, Je. rappelle que les conditions de travail sont dures dans ce magasin, car plus de 20 personnes sont passées par ici en 5 ans, montrant soit leur ras le bol, soit leur incapacité à pouvoir suivre des horaires de travail hallucinant.

Je. souligne le fait que le plus grand obstacle à la prise de conscience sur son lieu de travail, vient de cette ''force de l'habitude'' dont parlait très justement Lénine, cette force de la routine et du respect des cadres hiérarchiques et plus généralement du travail. ★

Attaque de la bourgeoisie

La loi Macron, la loi des patrons

Le 10 juillet dernier, la loi Macron a été définitivement adoptée. Elle prévoit de nombreuses réformes dans l'État français. Nous avons peu entendu parler des détails de cette loi dans les médias, au mieux, on a pu comprendre qu'elle concernait le travail du dimanche et les notaires. Pourtant, il s'agit de réformes qui ne peuvent être négligées tant elles vont changer les conditions de vie et de travail du peuple, au profit du patronat encore une fois.

Présenté en conseil des ministres en décembre 2014, il aura fallu seulement 6 mois au gouvernement pour faire adopter ce projet de loi par le Parlement. Néanmoins, ces réformes ne sont pas tombées du ciel : elles font partie d'une vaste offensive contre les travailleurs et travailleuses, dans la lignée de la réforme des retraites (2012), de l'ANI (accords de flexibilité et de compétitivité de 2013) et des réformes des annexes 4, 8 et 10 du Code du travail concernant les intérimaires et intermittents-intermittentes par exemple. Offensive qui ne semble pas prête de s'arrêter puisque le gouvernement discute d'ores-et-déjà de réformer la Sécurité sociale, les retraites encore, la médecine du travail (projet de loi Mandon),…

Bien que nous ne nous fassions plus d'illusion sur le Parti Socialiste, il est à noter que la « loi Macron » s'inspire du rapport Attali qui avait été commandé par le Président Nicolas Sarkozy en 2007 et présenté en 2008, la grande période du fameux « travailler plus pour gagner plus »… Et, petit détail qui ne manque pas d'intérêt, Emmanuel Macron lui-même avait participé à la rédaction de ce rapport et en était le rapporteur ! Il apparaît donc de manière évidente que Hollande et ses gouvernements ne font que poursuivre et accentuer la politique menée par la droite avant 2012.

L'article 49.3 ou la recette magique pour faire adopter une loi

Dénoncé par François Hollande comme un « déni de démocratie » sous la présidence de Sarkozy, cet article de la Constitution permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un projet de loi, et ce pour répondre à plusieurs objectifs. D'une part, utiliser cet article permet d'adopter un projet de loi plus rapidement ; d'autre part, il implique l'adoption du projet sans vote par l'Assemblée Nationale. Le seul recours des députés est de présenter une motion de censure sous 24 heures, mais les conditions pour que celle-ci soit recevable sont telles que cette unique possibilité est très compliquée à concrétiser. Il faut aussi savoir que l'article 49.3 permet l'adoption d'un texte de manière globale, sans amendement possible. Ainsi, à deux reprises (en première lecture et pour l'adoption définitive), Manuel Valls et son gouvernement ont utilisé cet article 49.3, forçant donc le passage de cette loi sans que personne ne puisse s'y opposer par voie institutionnelle (encore aurait-il fallu que les députés y soient vraiment opposés…).



Concrètement…

Sachant que nous vivons dans une société capitaliste en crise, la politique du gouvernement actuel ne peut pas nous surprendre : les dirigeants cherchent pas tous les moyens à maintenir leurs privilèges, peu importe l'oppression qu'ils font subir aux classes populaires. Ils ne vont en aucun cas négocier puisque c'est leurs intérêts qui sont en jeu, et qu'il s'agit là de leur unique préoccupation.

Les médias véhiculent l'idée selon laquelle la lutte des classes n'existerait plus, ils nous vendent l'image d'une classe moyenne au sein de laquelle peuvent se retrouver bourgeois et prolétaires, oppresseurs et opprimés. Mais à travers cette loi, on voit distinctement que cette idée est fausse ! Nos intérêts ne sont pas compatibles, tant que les dirigeants bourgeois défendront les leurs, les inégalités sociales se creuseront et les classes populaires seront opprimées. Ainsi, lorsque le gouvernement parle de « croissance », d' « activité » et d' « égalité des chances économiques », il faut entendre plus d'exploitation, plus d'inégalités sociales pour les prolétaires, dans l'unique but d'enrichir toujours plus les patrons.

Plus que de grands discours, les mesures concrètes prises dans cette loi montrent qu'il s'agit bel et bien d'une attaque directe contre la partie populaire de la population. En voici quelques unes qui sont particulièrement représentatives.

Le principe du travail volontaire

Un des points centraux de la loi est le développement de la notion de « travail volontaire », qui semble à première vue assez paradoxale pour toutes les personnes qui connaissent l'exploitation au travail.

Dans l'objectif de « relancer la croissance » (c'est-à-dire de gagner de l'argent et de maintenir la domination des patrons), le gouvernement autorise à travailler 12 dimanches par an (au lieu de 5), brisant ainsi le principe de la journée de repos unique. En outre, dans certaines zones dites touristiques par décision du ministre du tourisme ou des préfets, les commerces peuvent ouvrir tous les dimanches. D'autre part, le texte parle du « travail en soirée » pour les horaires entre 21h et minuit, réduisant ainsi le temps de travail « de nuit » (en donc les indemnités touchées par les salariés en horaires de nuit !).

Cette manœuvre est très habile en matière d'exploitation des travailleuses et travailleurs ! En effet, le texte présente ceci en expliquant que seuls les « travailleurs volontaires » auront ce type d'horaires. Or, dans un contexte de

déséquilibre total du rapport de force entre patron et employé, la notion de « travail volontaire » devient vite la possibilité pour le chef de mettre la pression à ses employés pour qu'ils acceptent ces horaires. Prenons un exemple : un homme est embauché en CDD dans une entreprise, il a absolument besoin de son salaire pour vivre. De fait, si le patron lui impose des horaires le dimanche ou en soirée, il n'aura pas d'autre choix que d'accepter, sous peine de voir son contrat non renouvelé. Travail volontaire, vraiment ? ?

Faciliter le licenciement

La loi Macron rend plus facile les procédures de licenciement et prévoit un plafonnement des indemnités de licenciement. L'article 87D de la loi, qui traite justement des questions de plafonnement, doit être examiné par le Conseil constitutionnel pour juger de sa conformité à la Constitution. On peut tout de même insister sur la précarité et l'insécurité accrues des travailleurs et travailleuses, qui subiront toujours plus de pression.

Abattre les prud'hommes

Pour raccourcir les procédures aux prud'hommes, le gouvernement prend des mesures dans la loi Macron. Toutefois, plutôt que d'allouer plus de moyens par exemple, il préfère limiter les délais de traitement des dossiers (peu importe si la défense a besoin de temps supplémentaire), mettre en place des barèmes fixes d'indemnités en cas de licenciements (bien qu'ils puissent être allongés, ils sont surtout le symptôme d'une manière globale de rendre justice, sans réel considération des situations spécifiques des salariés) ou encore faire des conseillers des juges qui ne pourront s'opposer à cela au risque d'être sanctionnés.

Surtout, le gouvernement veut briser toute possibilité pour les prolétaires de se défendre face à l'oppresseur patronal en introduisant le « règlement à l'amiable » des conflits. Mais il est impossible de rendre justice de cette manière puisque, dans le même temps, la loi Macron brise la résistance des salariés (limite du pouvoir des syndicats, désignation des conseillers plutôt que de les élire, baisse de la représentativité des prolétaires,…). Encore une fois, on voit clairement une justice de classe, inégalitaire et donc injuste pour les travailleuses et travailleurs.

L'actionnariat salarié

Il s'agit là tout simplement de faire croire aux salariés qu'il est de leur intérêt de défendre le patron, de faire prospérer l'entreprise, de favoriser la concurrence… Mais les patrons ne vont pas partager leurs privilèges, simplement, ils peuvent ainsi accéder à des fonds qui ne seront pas redistribués mais serviront à investir toujours plus. Les travailleurs et travailleuses ne disposeront ni des moyens de production, ni d'un quelconque pouvoir de décision. Encore une fois, les dirigeants tentent de nous prendre pour des idiots utiles, encore une fois, c'est intolérable !

Une nouvelle politique des transports

Non, non, nous ne nous sommes pas trompés de titre ! Effectivement, cette mesure n'a rien à voir avec les précédentes (encore que nous pourrions y trouver des similitudes comme la volonté afficher des dirigeants de faire plus d'argent sur le dos des classes populaires !). C'est une des raisons pour lesquelles cette loi a été qualifiée de « fourre-tout », devenant, de fait, très dense et plus difficilement décryptable. Pour ce qui est du transport, le gouvernement ouvre le marché à des compagnies de bus low cost pour effectuer des grands trajets entre les villes. Mais voilà, ce qui semblerait être une idée plutôt intéressante cache plusieurs aspects :

- casse de la SNCF : de nombreuses mesures concernent déjà la privatisation de la SNCF et la casse de ce service public, mais en donnant une place importante à des entreprises privées sur le marché du transport, le gouvernement renforce cet élan

- confort et rapidité réservés aux plus riches : au vu des prix de la SNCF, seuls les plus riches vont continuer de prendre le train, tandis que les classes populaires s'entasseront dans les bus moins chers… Dans le même temps, les compagnies privées, qui sont déjà en train de parler coûts, concurrence et profits, vont discuter entre elles et s'aligner pour proposer les prix les plus intéressants pour eux, et non les plus bas.

- un réseau inadapté : à l'heure actuelle, les gares routières ne sont pas adaptées pour accueillir ce type d'activité. Ainsi, des travaux devront être faits, qui impliquent des coûts élevés : ils auront lieu dans les grandes villes et dans les zones « économiquement viables ». De fait, les différentes régions vont être desservies de manière très inégale.

Voilà quelques mesures prises dans cette loi ; elles ne résument pas tout ce qui est dans ce texte mais en donnent la teneur et en dévoilent le principal objectif : exploiter toujours plus la majorité pour augmenter les profits d'une minorité.

Il faut aussi préciser un principe de base de cette loi : la division. Effectivement, bien qu'il s'agisse d'une attaque contre l'ensemble des travailleurs, ce texte renforce de manière accrue l'exploitation des immigrés (en plus d'une politique quotidienne raciste, le gouvernement met en place grâce à cette loi différents moyens de contrôle des ouvriers notamment dans le secteur du BTP au sein duquel sont employés de nombreux travailleurs/travailleuses issus de l'immigration), des femmes (elles représentent la majorité des employés/caissiers en grande surface et commerces, mais aussi des contrats précaires : elles vont être les premières touchées par le « travail volontaire » et le harcèlement), des personnes porteuses de handicap (obligées de faire des « stages d'intégration » en entreprise sous des conditions plus que floues)… Si cette loi est une attaque contre le prolétariat dans son ensemble, il est important de préciser certaines spécificités qui vont toucher certaines personnes en particulier. Grâce à ces inégalités, le gouvernement tente de briser la large union des travailleuses et des travailleurs en lutte pour leurs conditions de vie et de travail.

Ni les tentatives de négociation, ni les quelques journées d'actions n'ont pu faire reculer le gouvernement. Mais ceci ne doit pas nous surprendre ! Le gouvernement et tous les dirigeants veulent conserver leurs privilèges, leur pouvoir par tous les moyens. Nous ne pouvons nous opposer à leur décision grâce à leurs outils, dans leur cadre de décision.

Pour nos droits, pour nos conditions de vie et de travail, pour la liberté et l'égalité, la vraie force des classes populaires est de s'unir, de développer la solidarité et de s'organiser pour lutter !

Ils veulent nous briser, mais nous ne baisserons jamais la tête !

Dans la rue, dans les usines, dans les quartiers et partout ailleurs, organisons la riposte ! ★

Répression d'Etat contre les ouvriers à Amiens



Mardi 30 juin s'est tenue l'audience qui devait juger huit ouvriers licenciés de l'usine Goodyear d'Amiens Nord. Ils comparaissaient, soutenus par une vingtaine de leurs camarades, pour séquestration de deux membres de la direction du site, responsables d'avoir viré des travailleurs exploités pendants des années dans cette usine. Action par laquelle les ouvriers avaient fait pression sur la direction pour obtenir de meilleures indemnités de licenciements. Alors que les deux dirigeants ont retiré leur plainte, le parquet a décidé de maintenir les poursuites et renvoie le procès au 24 novembre 2015.

Cette décision n'est pas surprenante. Elle nous indique une chose ; c'est bien l'Etat qui poursuit les ouvriers en lutte. Comme le disait hier matin un ancien ouvrier de Goodyear « C'est Hollande et Valls qui nous poursuivent ». Cette répression d'Etat porte la marque du duo réformes et répression qui caractérise la politique du gouvernement bourgeois.

L'Etat démantèle une par une les conquêtes sociales que les travailleurs ont conquis dans la lutte, et tente de briser la résistance des travailleurs par l'intimidation des poursuites judiciaires, mais aussi en affaiblissant la capacité d'organisation des travailleurs (les récentes fermetures de Bourse du Travail dans plusieurs villes en est un exemple).

D'un côté, la loi Macron favorisera les licenciements et réduira les risques de poursuites pénales pour le patronat. De l'autre on multiplie les poursuites judiciaires contre les ouvriers pour faits de grèves et de manifestations sociales, et ce même après qu'on les ait virés ! On ne voit pas comment l'Etat pourrait être mieux mis à nu dans sa véritable nature d'instrument de domination d'une classe sur une autre.

Il est inquiétant de constater que les soutiens sur place étaient peu nombreux. Nous sommes pourtant prévenus, la répression anti-syndicale et anti-ouvrière du gouvernement va continuer, accompagnant comme son ombre les réformes capitalistes. En 2013, le gouvernement et l'Assemblée Nationale avaient rejeté la proposition d'une loi d'amnistie pour les syndicalistes. Et il n'y a aucune raison de penser qu'un changement de cap va s'opérer à ce niveau. Une telle loi ne se quémande pas, elle s'obtient par le rapport de force, par la lutte.

C'est dans ce sens qu'il faut penser à organiser la réponse populaire à la justice des patrons. Cette année 2015 est marquée par les 120 ans de la CGT, et l'année qui suit par les 80 ans du Front Populaire. Il faut défendre dignement ce pourquoi nos ainés se sont battus et aller, par la lutte, vers de nouvelles conquêtes. Mais on va vers le danger d'une banalisation de la répression des travailleurs si on sous-estime la nécessité d'une résistance massive et organisée que l'on doit opposer à l'Etat bourgeois. ★

Un ouvrier communiste, militant CGT

Journée nationale pour les libertés syndicales

Mercredi 23 septembre se tiendra la Journée nationale pour les libertés syndicales appelée par la CGT, la Cause du Peuple encourage à y prendre part pour montrer notre solidarité de classe face à la répressio patronale !

« Les affaires judiciaires de Roanne, des « 5 d'EDF-GDF », l'inspectrice du travail à Annecy poursuivie par Tefal, de la Bourse du travail du Blanc-Mesnil, de Chartres, du Havre, de Villefranche-sur-Saône, de la Caisse d'Epargne de l'Ile de France… sont autant de preuves d'une volonté patronale et d'une partie du pouvoir judiciaire, de criminaliser l'action syndicale dans un contexte d'action collective (Grève, manifestation…).

Les sanctions en droit pénal, qui pèsent contre les militants syndicaux, traités comme des « voyous » par le patronat et certains procureurs, sont inadmissibles et n'ont rien à voir avec la réalité du fait syndical ! A l'image de l'acharnement que déploie la ville du Blanc-Mesnil à briser l'action militante et le syndicalisme, des centaines de salariés, syndicalistes, militants sont victimes de répression syndicale en France. Poursuites devant les tribunaux, fermetures de locaux syndicaux…, Etat et patronat n'hésitent pas à s'attaquer à celles et ceux qui résistent et s'opposent.

Céline Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT, était aux côtés des militants et leur a annoncé la préparation d'une grande initiative nationale pour les libertés syndicales le 23 septembre 2015. Ce même jour, cinq militants d'ERDF-GRDF comparaîtront au tribunal correctionnel de Paris pour avoir participé à un rassemblement de soutien à une mère célibataire menacée de licenciement.

La CGT demandera une audience au ministère de la Justice, pour porter les exigences de la CGT :

★ Le vote de la loi d'amnistie pour tous les militants syndicalistes et associatifs ;

★ De ne pas donner de suites judiciaires aux tentatives patronales de criminaliser de l'action syndicales ;

★ De renforcer la protection des militants syndicaux, agissant dans l'intérêt général des salariés dans le cadre d'actions collectives, en modifiant d'une part le Code Pénal et d'autre part, en supprimant le prélèvement d'ADN de tous les militants.

Pour la CGT, porter atteinte à un militant syndical, c'est porter atteinte à toute la CGT ! La lutte contre la criminalisation de l'action syndicale, s'inscrit dans la démarche générale de la CGT de lutte contre toutes les formes de discrimination. »

UL CGT du 20e arrondissement de Paris

Les pages internationales

Sur la situation en Chine

Vous avez certainement entendu des clichés sur la Chine qui vous donnent l'impression qu'on y trouve les meilleurs ouvriers au monde et que tout va bien. C'est ce que les patrons nous répètent en permanence, il faudrait prendre exemple sur la Chine. « Regardez les Chinois, ils travaillent 45 heures, ils dorment sur place dans leurs usines et fabriquent de bons produits pas chers » *ose nous dire Dassault ! Alors regardons ça de plus près et voyons quelle est la situation en Chine.*

Les ouvriers chinois acceptent-ils un travail quelle que soit sa difficulté pour un salaire de misère ?

Absolument pas. En fait, les média bourgeois en France aiment propager une vision des ouvriers chinois comme soumis, prêts à tout accepter. Le but est de prétendre aux ouvrières et ouvriers en France que leur condition est déjà très bien et qu'alors il ne faut pas lutter ni faire grève ! Pourtant, en réalité, la Chine est le pays où éclate le plus de grèves du monde. Selon les informations collectées par un groupe d'étudiants chinois, juste dans la région industrielle de la province de Guangdong (Canton), cet été, il y a eu 17 grandes grèves, 6 950 ouvriers y ont participé, et plus de 20 000 travailleurs de la région ont été influencés en arrêtant leur travail. En dehors de ça, il y a énormément de petites grèves, d'arrêts du travail, de mouvements de protestation, d'émeutes… qui ont lieu quotidiennement. Comme un fonctionnaire du gouvernement l'admet dans une vidéo prise par les ouvriers pendant une petite grève : « Dans mon quartier, je dois traiter 4 fois par jour des émeutes comme la votre ! ».

Face à des conditions toujours très difficiles, les ouvriers chinois ont eu une période de tolérance, plus silencieuse, aujourd'hui de plus en plus d'entre eux choisissent de réagir contre cette situation injuste. Ils ont raison d'exiger l'augmentation de salaire après un travail de 10 à 12 heures par jour et de 26-28 jours de travail par mois. Ils ont raison de dénoncer le management inhumain dans les ateliers où les surveillants calculent leur temps pour aller aux toilettes ! Ils ont raison de se grouper et se solidariser, pour créer de nouvelles relations sans l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils ont raison de se révolter !

Est-ce que les paysans chinois sont tous devenus des prolétaires ?

Oui et non. D'un côté, ces dernières années, la tendance à l'expropriation des terres s'est aggravée. Si l'on cherche le mot-clé « Zheng di » (expropriation des terres) sur n'importe quel grand site chinois, le nombre de résultats affiché est énorme. En fait, ces expropriations sont quotidiennes aujourd'hui dans les différentes régions rurales. Normalement, le gouvernement est censé offrir une compensation pour les paysans qui perdent ses terres, mais à cause de la corruption entre les fonctionnaires locaux et les patrons qui veulent obtenir ces terres, le montant de cette compensation n'atteint qu'un quart de ce qu'il devrait être quand il arrive dans la main du paysan. C'est une des raisons pour laquelle les paysans s'organisent contre ces expropriations. Face à cette résistance la répression est ensuite très violente. En particulier les dirigeants de ces luttes qui font face au danger d'être blessés, d'être brûlés et subissent des menaces de mort même à l'encontre de leurs familles.

Certains paysans n'ont d'autre choix que de déménager dans les petites villes les plus proches avec toute leur famille. Ils deviennent ainsi totalement des prolétaires. Selon



les données officielles chinoises, à la fin de l'année 2014, la population des habitants permanents en ville atteint les 750 millions, c'est la première fois que celle-ci dépasse le nombre d'habitants à la campagne. Et rien que pour cette année, 11 millions de personnes rurales se sont déplacées dans les villes.

Cependant, la privatisation de la terre en Chine n'est pas encore officiellement autorisée par la loi même s'il y a beaucoup bourgeois qui demandent à ce que cela change. Beaucoup de paysans même s'ils se sont fait exproprier leur terre et trouvent des travaux en ville n'ont pas une identité urbaine. Ils forment le groupe que l'on appelle « travailleurs migrants », ils sont aujourd'hui environ 270 millions. Formellement ils gardent une identité rurale même s'ils ne travaillent plus dans les champs et ne rentrent pas souvent dans leur village, en général une fois par an, pour visiter leurs enfants et parents.

Les patrons et les contrôleurs profitent beaucoup de ce qu'on pourrait appeler une semi-prolétarisation, de ces travailleurs prolétaires dans les faits mais qui mentalement restent dans l'esprit de leur ancienne identité rurale. Les patrons créent un écart entre les ouvriers venant de la ville et ceux venant de la campagne. Ces travailleurs migrants et leurs familles par exemple ne bénéficient pas du système éducatif et du système de santé des villes. Les patrons ont aussi réussi à créer une propagande contre cette classe ouvrière en disant ce sont des paysans ignorants, violents, des criminels potentiels…

Trouve-t-on encore des communistes en Chine ?

Il peut sembler ironique de poser cette question maintenant. Le Parti Communiste de Chine aujourd'hui est un parti révisionniste au service de la bourgeoisie chinoise donc au service des patrons et non plus un parti des travailleurs. Néanmoins, il y a toujours des vrais communistes en Chine qui luttent sur le plan pratique et théorique. A partir de 1979, le nouveau Comité Central, sous la direction de Deng Xiaoping, a décidé de dissoudre toutes les communes populaires à la campagne. En même temps il a progressivement transféré le pouvoir des syndicats d'entreprises de l'Etat aux directeurs d'usine en parlant de « système de responsabilité assumée par le directeur d'usine ». Ces changements ont alerté certains membres au sein du parti, ils ont essayé de protéger les politiques qui appliquent la ligne de masse développée par Mao et ils s'opposent à la ligne révisionniste restaurant le capitalisme. Mais souvent ils sont un obstacle au nouveau pouvoir ils n'ont que deux choix : soit se soumettre aux ordres, soit se retirer du parti. Dans plusieurs cas, les camarades sont mis en prison et même condamnés à mort.

Dans les années 1990, face à une vague de privatisation d'entreprises d'Etat, il y a eu de grandes actions venant du mouvement des anciens ouvriers. La plupart de ces mouvements sont dirigés par des ouvriers communistes qui possèdent une conscience politique assez haute grâce à l'éducation politique des trente premières années de la République Populaire de Chine (1949 – 1979).

« Le vingt et unième siècle est l'ère de l'Internet. » Grâce au progrès technologique, beaucoup de camarades dispersés retrouvent « l'organisation » en ligne. En plus de cela, des sites internet permettent aux jeunes d'avoir une rééducation sur l'histoire révolutionnaire de la Chine, ainsi que sur la lutte des deux lignes qu'il y a eu entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Aujourd'hui, il y a de plus en plus de jeunes communistes chinois qui vont volontairement à l'usine et qui s'unissent avec les ouvriers. Ainsi, de plus en plus des jeunes ouvriers et ouvrières obtiennent une conscience de classe. ★





Pour finir voici un poème de Xu Lizhi, un poète ouvrier qui a écrit mille poèmes pour dénoncer la cruelle réalité que vivent les travailleurs immigrés. Il s'est suicidé le 30 septembre 2014, à l'âge de 24 ans :

J'avale une lune faite de fer

我咽下一枚铁做的月亮

J'avale une lune faite de fer

他们把它叫做螺丝

Ils l'appellent « la vis »

我咽下这工业的废水，失业的订单

J'avale les eaux usées industrielles, les commandes de chômage

那些低于机台的青春早早夭亡

Ces jeunes au-dessous les machines sont enlevées à la fleur de l'âge

我咽下奔波，咽下流离失所

J'avale l'exil, n'avoir ni feu ni lieu

咽下人行天桥，咽下长满水锈的生活

J'avale la passerelle cimentaire, la vie pleine de tartre

我再咽不下了

C'est trop, je n'avale plus

所有我曾经咽下的现在都从喉咙汹涌而出

Et tout ce que j'ai déjà avalé sort de ma gorge

在祖国的领土上铺成一首

Et se manifeste sur la terre de mon pays natal

耻辱的诗

Un poème de honte

Turquie
Après le massacre de Suruç...

Voici deux photos de la révolte qui a eu lieu en Turquie après le massacre de Suruç.

Dans cette ville kurde proche de la frontière syrienne, 33 jeunes militants et militantes progressistes ont trouvé la mort dans un attentat. Les photos ont été prises dans le quartier populaire de Gazi à Istanbul. Un dossier consacré à la Turquie sera présent dans le prochain numéro de la Cause du Peuple.





Grève ouvrière à Renault Bursa !

En mai dernier les ouvriers de l'usine Renault de Bursa en Turquie se sont mis en grève contre leur direction. Cette grève d'une ampleur exceptionnelle s'est soldée par une victoire contre les patrons.

L'usine Renault-Oyak à Bursa fait partie des plus grosses usines de Turquie avec environ 5 000 travailleurs. C'est aujourd'hui le plus gros site de production automobile en Turquie. La plupart des 5 000 travailleurs de cette usine se sont mis en grève et celle-ci s'est ensuite élargie aux filiales de Fiat et Ford à Tofas, Mako, Coskunöz…, en tout ce sont donc près de 16 000 ouvriers qui ont pris part au mouvement de grève !

L'élément déclencheur de la grève a été un accord entre la direction de Renault et le syndicat jaune Türk-Metal qui prévoyait une hausse de salaire pour 3 ans de 3 % seulement alors même que l'inflation dépasse les 20 % par an ! Ce sont donc contre le syndicat pro-patronal et la direction que les ouvriers ont lancé leur grève.

Les travailleurs ont organisé eux-même la grève hors du cadre légal du fait que l'Etat turc interdit systématiquement ce genre de grève, ils ont élu leurs propres représentants. Les revendications portaient sur les augmentations de salaire, le refus des licenciements, la reconnaissance des délégués élus par les grévistes en opposition au syndicat pro-patron.

Les ouvriers de Bosch en Turquie avaient fait une grève similaire pour les augmentations de salaire qu'ils avaient obtenu rapidement (130 euros par mois), ils ont été la source d'inspiration des ouvriers de Renault et des autres usines qui ont suivi ce mouvement de grève. Ces grèves se sont partout accompagnées d'occupation de l'usine, meilleur moyen pour les travailleurs pour s'organiser. La direction de Renault a cédé aux revendications après 13 jours de grève, le 27 mai.

Cette grève aura coûté à Renault la « perte » d'environ 13 000 véhicules (le site en produit 360 000 par an).

Les ouvriers ont obtenu deux primes immédiates, une prime annuelle, une augmentation de salaire, les 13 jours de grève payés, aucun licenciement ni poursuite pour les grévistes.

Ce mouvement de grève est aujourd'hui devenu un modèle à suivre pour les ouvrières et ouvriers de Turquie ! ★

Chasse aux militants de Turquie en Europe !

Le 15 avril dernier sur ordre de la Cour de Karlsruhe en Allemagne, 12 militantes et militants de l'ATIK (Confédération des Travailleurs de Turquie en Europe) ont été arrêtés de part et d'autres en Europe. Sept en Allemagne, trois en Grèce, un en Suisse et un en France. L'opération d'arrestation a été mise en œuvre par des forces spéciales qui sont rentrées en fracturant les portes et vitres de leurs maisons. La cour de Karlsruhe les accuse de faire partie du TKP/ML (Parti Communiste de Turquie/ Marxiste-léniniste), un parti maoïste révolutionnaire de Turquie qui s'oppose au pouvoir du gouvernement fasciste turc et soutient les kurdes à Kobane.

Cette opération d'envergure européenne prend place alors qu'une forte répression contre les progressistes et révolutionnaires a lieu en Turquie. Cela fait un moment que l'Etat turc multiplie les perquisitions et arrestations dans les locaux des organisations démocratiques et progressistes. On peut notamment noter la rafle de 18 camarades de l'ESP (Plate-forme Socialiste des Opprimés, un parti progressiste légal) en novembre dernier avec le saccage des locaux de cette organisation à Gazi (quartier populaire d'Istanbul où se trouvent de nombreux révolutionnaires). En avril dernier il y a aussi eu l'arrestation de 18 camarades de DHF (Fédération des droits démocratiques) juste avant le premier mai. Cette répression s'est encore intensifiée après le massacre de Suruç. Dès lors le gouvernement a organisé une campagne de terreur envers les révolutionnaires suspectés.

A travers cette opération en Europe, on peut voir que les gouvernements des pays impérialistes européens collaborent pleinement avec le régime fasciste en Turquie. Ce n'est pas quelque chose d'étonnant, le gouvernement turc est un gouvernement au service des impérialistes, il offre des conditions d'exploitation très favorables aux impérialistes d'où les nombreuses délocalisations de l'industrie automobile en Turquie (Renault, Ford, Fiat…). Ainsi on voit bien que l'asile politique tant mis en avant par la France n'est qu'un mythe. En réalité les gouvernements réactionnaires des pays opprimés par l'impérialisme peuvent toujours poursuivre leur chasse aux révolutionnaires même quand ceux-ci s'exilent. On l'a vu avec l'assassinat de Nadarajah Mathinthiran en novembre 2012, un leader tamoul en exil. On l'a aussi vu avec le triple assassinat à Paris de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez le 9 janvier 2013, trois grandes militantes kurdes. Chaque fois ces assassinats se font dans la plus grande impunité alors que les commanditaires sont très clairs. Et parallèlement les gouvernements font la chasse aux militants révolutionnaires en exil en invoquant le prétexte d'appartenance à une organisation terroriste.

Après l'arrestation des militantes et militants de l'ATIK des actions de solidarité ont été mises en place : rassemblements à Reims puis à Paris, manifestations et rassemblements en Allemagne, en Grèce une manifestation de solidarité a même fini en affrontement avec Aube Dorée. C'est cette solidarité internationale qu'il faut aujourd'hui étendre pour faire entendre la voix de ces militantes et militants et exiger leur libération. ★

Inde

Free ajith ! Liberté pour les prisonniers politiques !

En Inde, un fort mouvement révolutionnaire se développe, principalement dans les zones tribales dépourvues d'infrastructure mais très riches en matières premières. Depuis 2009, l'Etat indien a déclenché l'Opération Green Hunt, opération militaire contre son propre peuple.

Entre 200 et 300 000 militaires et para militaires sont ainsi déployés dans les zones contrôlées ou influencées par les révolutionnaires du Parti Communiste d'Inde (maoïste). En s'appuyant sur cette opération militaire, le gouvernement indien cherche à permettre aux multinationales de s'emparer des matières premières de ces territoires, notamment le bauxite (production d'aluminium). Eradiquer le mouvement révolutionnaire permettrait ainsi au gouvernement indien de faire de bien juteuses affaires.

Mais dans les zones de base de la révolution, ce n'est pas le développement capitaliste qui est en cours, c'est le développement populaire. Malgré les difficultés liées à un véritable climat de terreur imposé par les forces gouvernementales, les gouvernements populaires tentent de suivre la voie d'un développement à l'opposé de celle du capitalisme. Un développement en faveur du peuple et non en faveur des riches et puissants.

La vague de répression a conduit ces derniers mois à de nombreuses arrestations. Il y avait eu le professeurs de l'université GN Saibaba, handicapé à 90 %, qui a passé 14 mois dans une prison à plus de 800km de chez lui. Son principal tort : s'opposer à l'Opération Green Hunt !

Plus récemment, plusieurs dirigeants ont été arrêtés, et notamment le Camarade Ajith. C'est un Camarade reconnu pour son apport au mouvement révolutionnaire international. Il était le principal dirigeant du PCI (ML) Naxalbari qui a fusionné avec le PCI (maoïste) le 1er mai 2014 pour ne former qu'un seul et même Parti. Il a été arrêté alors qu'il se faisait soigner dans un hôpital.

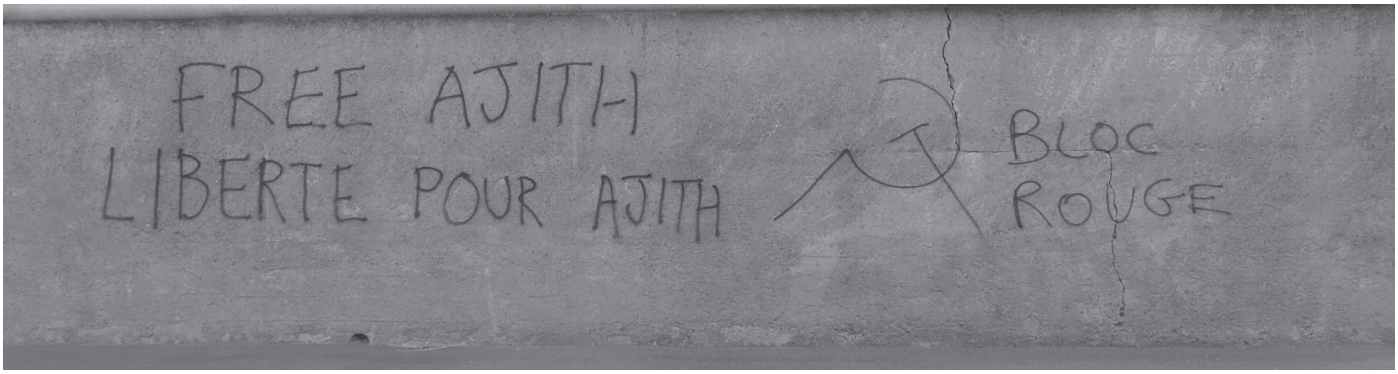
Une campagne internationale de soutien a été initiée par le Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde autour du slogan : Free Ajith ! Liberté pour Ajith ! Liberté pour les prisonniers politiques en Inde ! Vive la Guerre Populaire en Inde !

Nous nous en faisons les relais, car pour nous, le mouvement révolutionnaire en Inde nous redonne de l'espoir et va à contre-courant de tous ceux qui affirment que la révolution est morte et impossible. Cela dépend avant tout de nous et de notre investissement ! ★



◀ L'entreprise Lafarge est une entreprise française de construction qui est bien connue en Inde pour son exploitation des ressources minières au détriment des populations locales qui se font régulièrement expropriées leurs terres pour les intérêts de ces grandes compagnies étrangères.

▼ Sur un mur de Michelin, qui s'implante en Inde et qui a fait face à la résistance des populations locales opposées au projet d'usine au Kérala et à la résistance des ouvriers de Michelin en France qui ont soutenu leur lutte. Un bel exemple de solidarité internationaliste !





PEOPLE'S MARCH

Voice of the Indian Revolution



LIBERONS AJITH!

LIBERONS TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN INDE!

SOUTENONS LA GUERRE POPULAIRE!

Comité International de Soutien à la Guerre Populaire en Inde

La lutte des travailleuses de Belleville

Dans un communiqué daté du 28 mai 2015 les travailleuses du sexe de Belleville ont dénoncé la situation de harcèlement policier qu'elles vivent quotidiennement.

Cette répression policière a franchi un nouveau stade à partir du 20 mai dernier. *« Sous prétexte de contrôle de papiers, et parce que leur seule présence est interprétée comme du racolage, les travailleuses de Belleville se voient physiquement immobilisées, les photocopies de leurs papiers déchirés, leurs visages pris en photo, et subissent des menaces d'expulsion, »* disent les travailleuses. Depuis cette date en effet un fourgon de police stationne en permanence à Belleville pour harceler les travailleuses, en plein débat sur la loi de pénalisation des clients. On voit très clairement qui sont les premières victimes de cette loi : les travailleuses du sexe elles-même !

Cette répression contre les travailleuses du sexe chinoises n'est pas nouvelle mais elle a pris une ampleur nouvelle. Cela s'inscrit dans le cadre d'une politique précise de l'État contre l'immigration et dans une politique de rénovation de la ville de Paris et de sa banlieue proche pour en finir avec les quartiers populaires. C'est la politique du Grand Paris qui depuis quelques années est à l'origine du remplacement des populations populaires par des populations plus riches dans Paris et sa banlieue proche. Cette politique passe par des plans d'urbanisation et de rénovation, des expulsions et par la chasse aux migrants et aux sans-abris.

Face à cette situation les Roses d'acier avec l'aide du STRASS (Syndicat du Travail Sexuel) ont commencé à organiser la solidarité pour dénoncer cette situation. Les Roses d'acier sont une association des travailleuses du sexe de Belleville. *« Avant nous sommes toutes très dispersées, on travaille séparément, nous n'étions pas organisées du tout. Il y a toujours des problèmes de violence des clients, le crime et la répression policière contre nous. Et comme Lotus bus nous offre les préservatifs par semaine, et nous aide pour la santé, nous avons commencé à penser que si nous avons notre propre organisation ça nous permettrait de mieux défendre nos droits. Quand une de nos membres rencontre des difficultés, des violences, etc., les Roses d'acier essaient de l'aider dans un premier temps. »* nous explique une membre des Roses d'acier.

« Concernant les activités de l'association, nous faisons des manifestations, des rassemblements, et nous organisons des cours de français. Quand il y a des femmes qui rencontrent la répression, les Roses d'acier contactent les différentes ressources pour l'aider. »

Ainsi les Roses d'acier ont pris part à la dernière Fête de la musique à Belleville en chantant leur hymne et en faisant un discours. Elles ont organisé à trois reprises des nettoyages du quartier avec les soutiens pour montrer que les travailleuses du sexe font partie intégrante de Belleville, elles travaillent ici, elles vivent ici et elles ne se laisseront donc pas expulser. A chaque fois ces actions ont été globalement bien reçues des habitantes et habitants du quartier qui sont content d'en apprendre plus sur leur situation et qui ont pour beaucoup exprimé leur soutien dans une pétition face au harcèlement policier.

Aujourd'hui, les travailleuses de Belleville demandent à élargir la solidarité pour pouvoir faire entendre leur voix et pouvoir continuer leur lutte. Il faut casser le tabou concernant les travailleuses du sexe pour briser l'encerclement qu'elles subissent. C'est en développant cette solidarité populaire que nous pourrons soutenir leur courageuse lutte pour faire reconnaître leurs droits. La victoire ne s'obtient que par la lutte ! ★



Discours d'Aying la présidente des Roses d'acier

Mesdames, messieurs, mes compatriotes, mes camarades, Bonjour,

Je m'adresse à vous, Vous qui vous donnez tant de mal pour résister ici dans ce quartier !

Il est facile de faire le lien entre une femme et le sol qu'elle balaie. Une femme balaie le sol, parce qu'elle tient une maison, une famille et qu'elle est chez elle, libre, en sécurité, et satisfaite. Il n'est pas difficile pour une femme chinoise de balayer le sol, le plus difficile pour nous, est de tenir une maison, une famille, entre ici et là-bas.

En balayant le sol ici, nous prenons nos responsabilités.

Aujourd'hui, beaucoup de femmes et leurs familles ont été menacées. Depuis 35 jours, les policiers viennent chaque jour, dans notre quartier, pour nous éradiquer. Ils contrôlent nos identités, nous empêchent de travailler, nous insultent, nous font peur même quand nous allons faires nos courses ou allons à la pharmacie. Depuis 35 jours, il y a déjà eu 7 femmes chinoises arrêtées et placées au centre de rétention, elles risquent d'être expulsées.

Aujourd'hui, mes sœurs, c'est avec du courage que nous descendons dans la rue avec chacune un balai dans la main, pour pouvoir dire à tout le monde que nous arrivons encore à tenir aujourd'hui, tout simplement parce que ce que nous portons en nous, n'est pas la peur, ni la honte, ni les moqueries des autres, ni l'impuissance de la vie, mais, c'est bien la responsabilité, d'être une mère, d'être une fille, d'être une femme !

Aujourd'hui, nous vivons ici. Nous rions ici, nous pleurons ici, nous travaillons ici, faisons les courses ici, prenons du soleil ici. Certaines d'entre nous sont mariées ici, font des enfants, forment des familles. Mes sœurs, aujourd'hui, nous acquérons une responsabilité de plus, celle d'être dans ce quartier.

Ici, je voudrais simplement poser cette question : qu'est-ce qu'une Belle ville ? De quoi Belleville est-t-il le nom ? Ils nous ont dit, qu'à cause de nous, Belleville n'est plus belle, parce que nous sommes laides, nous sommes sales et nous sommes ignobles. Mais qui sont-ils pour nous juger ? Sont-ils plus beaux que nous, plus propres que nous, plus nobles que nous ? Je ne suis pas d'accord, parce que résoudre des questions sociales avec la violence, c'est nous humilier, nous traiter de tous les noms ; et poursuivre l'augmentation du prix de l'immobilier, c'est nous balayer comme des tumeurs sociales ; ignorer notre voix, c'est ignorer notre existence, ignorer nos vies.

Mes sœurs, nos vies ne sont pas faciles du tout, nos destins sont peut-être plus amers que les autres. Mais les femmes de Belleville ne sont jamais paresseuses, et ce sol, nous sommes capables de le balayer nous-mêmes !

Ici, j'espère que je peux représenter les femmes de Belleville, exprimer notre gratitude à nos proches, nos amis, nos voisins, nos compatriotes, nos camarades, les associations, les organisations, les collectifs qui nous respectent, nous aident, nous soutiennent ! Merci de ne jamais nous avoir abandonné, tout comme nous n'allons pas nous abandonner nous-mêmes !

Vous vous donnez du mal ! Merci !



L'antifascisme en Alsace : l'URAA

L'URAA, ou l'Union Révolutionnaire Antifasciste Alsacienne, a été créée début 2015 dans un soucis de concentrer et de centraliser les efforts de la lutte antifasciste sur la région.

Depuis les années 2000, il y a eu une perte de vitesse dans la question de l'antifascisme et de la lutte antifasciste. Les sociaux-démocrates et les réformistes, qui étaient clairement en avant, ont fini par retomber dans l'antifascisme ''moral'', laissant la lutte contre le fascisme aux organisations ''plus à gauche'' qu'elle. Cela a provoqué des divisions et une hémorragie des luttes, qui ont conduit à une mise en sourdine du mouvement antifasciste en Alsace. Il y a eu quelques volontés affichées par des groupes libertaires/anarchistes de s'unir, de faire des campagnes d'affiches et de collages dans toute l'Alsace, mais ces campagnes ''antifascistes et libertaires'', ont souvent été un échec par un manque de moyen et d'organisation concrète, malgré les volontés affichées. Au final, il a fallu attendre l'événement tragique de la mort de Clément, pour que commence à se constituer un noyau dur de militants voulant lutter contre le fascisme et ses différentes apparitions dans le paysage politique Alsacien.

La droite Alsacienne est extrêmement virulente, même au sein de l'UMP, qui se retrouve souvent sur des positions semblables à celle du FN par exemple. L'on a pu voir que lors d'élections



régionales, l'UMP se positionnait pour la préservation du Concordat ou encore pour le maintient de la centrale de Fessenheim. Au niveau des prises de positions concernant l'immigration, elles étaient toutes aussi virulentes que celles du FN.

A côté de ces deux partis traditionnels, qui arrivent quasi systématiquement en tête des élections locales/départementales/régionales, se trouve une multitude d'organisations nationalistes, régionalistes ou autonomistes : Elsass Frei, Unsri Haimet, le GUD, le Renouveau Français, Jeune Nation, les Identitaires, Alsace Nationaliste, etc.

Ces mouvements ont commencé leur regain d'activité il y a quelques années maintenant, quand une nouvelle génération de militants a commencé à se former et à être encadrer par d'anciens cadres du FN ou de groupuscules radicaux dans la région. (A ce sujet, le livre Alsace Brune, édité par No Pasaran, montre l'histoire de ces mouvements en Alsace, jusque récemment)

Leur appui principal se situe dans les villages ou les villes de taille moyenne, assez loin des centres urbains comme Mulhouse par exemple. Le regain de leurs activités est venu suite à la réforme territoriale voulu par le gouvernement : subitement, des gens ont manifesté pour préserver l'Alsace, qu'elle ne soit pas rattachée à d'autres régions comme la Lorraine ou la Champagne. Ce mouvement mériterait une étude approfondie et on ne peut pas le qualifier simplement de fasciste ou réactionnaire. Cependant, les groupes radicaux fascistes et réactionnaires ont pu surfer sur cette vague pour faire entendre leurs idées et lancer leurs activités. Démonstration de force, manifestations pour l'Alsace, agression de militants ou d'ultras dans la région…

En face, l'organisation a été longue. Le premier appel lancé par différents militants pour la constitution d'un organe antifasciste sur Mulhouse et les environs est resté lettre morte pour de nombreux partis qui ne voyaient que la récupération de la mort de Clément. Il a fallut attendre le premier ''anniversaire'' de sa mort, pour que des convergences puissent se créer. Fin de l'année 2014 et début de l'année 2015, le ''noyau dur'' de ce qui deviendrait l'URAA s'était formé, composé notamment de militants du Bloc Rouge, de No Pasaran et d'Alternative Libertaire.

Tout le monde était d'accord pour dire que la misère de l'antifascisme dans le Haut-Rhin et en Alsace, était un sérieux problème. Il fallait une structure capable de rassembler toutes celles et tous ceux soucieux de mener un combat antifasciste radical, sur le terrain comme dans les idées. C'est ainsi que l'URAA s'est formée, ralliant à elle des personnes non encartées, des travailleurs précaires, des étudiants et des militants.

L'axe principal a été de se focaliser sur du travail de surveillance, analyser et identifier les différents groupes existant dans la région. A côté de cela, des actions étaient organisées, souvent de l'agit-prop pour contrer l'apparition de stickers ou de tag fascistes. L'URAA disposait d'une base solide pour pouvoir émerger et se montrer en tant qu'organisation structurée et unie : c'est ainsi qu'elle a participé sous ses propres drapeaux, slogans et banderole à la manifestation du 1er Mai.

L'organisation prenait subitement une telle importance, qu'un militant nationaliste (vite repéré) est venu tenter de filmer le cortège, mais n'a pas pu réussir face à la détermination des membres de l'URAA.

Le 1er Mai a été un succès, mais après ce succès, il y a encore actuellement une période de flottement : le manque de pratique militante et d'investissement, les problèmes de communication ont finalement commencé à éparpiller les forces militantes, faisant revenir l'URAA à une poignée de militants chevronnés, prêts à continuer les actions et la lutte.

La période prochaine qui va s'ouvrir, devrait permettre de relancer le processus. Des idées ont été émises, tant sur le plan militant que sur le plan théorique, pour structurer l'action de l'URAA et faire venir à elle de nouveaux militants.

La pratique antifasciste est dure en Alsace, tant par le nombre peu important de militants, mais surtout par l'ambiance politique qui y règne, assez clairement marquée à droite. Cependant, il a été démontré qu'il était possible de pouvoir structurer et organiser un collectif, qui ne se soucie pas uniquement de faire de la contre-culture (comme le fait très bien le Molodoi à Strasbourg), mais également d'avancer des arguments politiques et théoriques importants. Le renouveau de la lutte antifasciste en Alsace, ouvre des perspectives intéressantes pour les mois et les années à venir. ★

De la révolte des banlieues à la révolution prolétarienne

2005, les voitures crament, la jeunesse s'enflamme, l'état d'urgence est décrété dans les quartiers. On n'avait pas vu ça depuis la guerre d'Algérie, le couvre-feu décrété, les médias nous intoxiquent sur une pseudo « guerre intérieure ».

La bourgeoisie contre le prolétariat des quartiers

« Comment en est-on arrivé là ? », c'est la question que l'on a entendu le plus souvent lors de ce chaud mois de novembre. On nous en a servi des déclarations de politiciens, de pseudo-philosophes de grande écoute et de spécialistes d'opérettes ! Les quartiers populaires réintéressent l'intelligentsia bourgeoise et « l'opinion publique », les études fleurissent. Côté bourgeoisie, on s'affronte sur la manière de soumettre et « d'intégrer » ces « racailles » (sic). Les uns veulent encore plus de flics, les autres des flics, mais aussi plus d'écoles et d'éducateurs. La gauche et les trotskistes se permettent de condamner les révoltés qui, selon eux, se révoltent mal. Ils utilisent les mots des pires réactionnaires en les qualifiant également de « racailles », tout en jouant sur l'amalgame habitants des cités = bandits.

Imposer la soumission

Les bourgeois s'en sont donnés à cœur joie pour cracher à la gueule de la révolte des banlieues et ont ainsi illustré leur mépris et leur peur du peuple ; et ils ont tort de nous mépriser mais ils ont raison d'avoir peur. Ils ont raison d'avoir peur, car c'est notre dos qu'ils écrasent pour garder leurs privilèges, c'est de notre sueur au travail qu'ils tirent leur profit mais c'est nous qui pouvons les renverser. C'est pour cette raison qu'ils ont accumulé toute leur haine contre le peuple.

Dans les quartiers populaires, où se concentrent une partie des ouvriers et des prolétaires, tout est mis à disposition pour écraser les individus et les groupes. Les écoles enseignent la soumission et l'obéissance, imposent des normes. Elles poussent au repli sur soi, en imposant la concurrence et les normes sociales de la bourgeoisie. Elles reproduisent les schémas de classe, en vendant le rêve de la méritocratie (mythe selon lequel chacun aurait les mêmes chances de « réussir »). La police harcèle, maltraite, mutile, tue au sein du peuple. Ce n'est pas pour le protéger des « criminels » mais c'est pour protéger le système, l'ordre d'exploitation. Lorsqu'un un des nôtres est tabassé, assassiné, c'est un message qui est envoyé à tous : soumission. Tu as beau être vu comme une simple marchandise sur le marché du travail que l'on exploite à guise au gré de la conjoncture, tu as beau être chômeur et méprisé par les riches, tu as beau être parqué dans un quartier, subir le racisme, ce qu'ils veulent de toi c'est que tu subisses et que tu fermes ta gueule.

La police et la gendarmerie sont omniprésents dans les quartiers populaires et se comportent comme une armée d'occupation. Les violences policières sont de plus en plus nombreuses, un certain nombre d'entre-elles se terminent par une exécution sommaire, le contrôle au faciès est quotidien et continu. C'est un relent du racisme, celui de l'esclavage, du colonialisme, de la guerre d'Algérie. A partir du moment où il y a oppression, il y a résistance. Ce qui provoque, la colère, la révolte, la haine du flic et des autres représentations de l'Etat. Si les écoles brûlent parfois, c'est que l'État a promis monts et merveilles en échange de notre soumission, qu'ils n'ont pas tenu leurs engagements. L'école de la république bourgeoise n'est pas neutre, elle sert à diffuser son idéologie pour défendre ses intérêts. Ce n'est pas celle de la classe ouvrière qui doit se réapproprier son idéologie pour l'éducation de ses enfants.

La poursuite policière qui a provoqué la mort de Ziyed et Bouna, s'est répétée plusieurs fois sous d'autres formes, provoquant d'autres révoltes plus ou moins importantes.

Aujourd'hui, les réactionnaires nous qualifient de « racaille », hier nous étions la « canaille » ou la « populace ». Si leur réaction est si violente, c'est parce que nous les terrifions, car nous sommes le peuple, nous sommes les prolétaires, nous sommes le plus grand nombre. La bourgeoisie a peur. C'est pour cette raison que sa république s'inscrit dans une longue tradition de répression et d'écrasement des peuples qui la composent.

Cette révolte est légitime en raison de ce que subissent des pans entiers du peuple, hier comme aujourd'hui, d'un côté comme d'un autre de la terre.

Il y a 10 ans, la révolte des banlieues éclatait.

Fin novembre se tiendra un meeting international sur la révolte des banlieues et les dix ans qui ont suivis, nous vous invitons à y venir nombreux ! Apportez vos témoignages, sur cette révolte, sur d'autres révoltes, sur les violences policières !

Que cent luttes se développent !

Que la révolte légitime, ouvre la voie à la révolution !

Contactez-nous, pour plus ample information ! ★



Interview

Le Barricade, bar associatif et militant à Montpellier

Salut, pour commencer, pourriez-vous présenter rapidement votre projet et expliquer son origine ?

A la base, notre projet est porté par un petit groupe de camarades et d'amis partageant des valeurs politiques. Nous venons de différents courants et de différentes organisations, certaines personnes n'ayant d'ailleurs jamais fait partie d'un collectif avant. Dans les dernières années, nous avons fait le constat qu'il manquait dans notre ville un lieu ouvert qui ne soit pas rattaché à un groupe particulier, pouvant servir de local pour des activités politiques mais aussi pour des projets plus variés. D'où l'idée d'un local avec bar : l'idée est de faire entrer de l'argent pour financer le lieu et les luttes, tout en ouvrant un espace de rencontre qui soit agréable.

Cela n'a pas dû être facile, avez-vous eu des difficultés particulières pour ouvrir et faire vivre le lieu ?

En effet, ça n'a pas été de tout repos, puisque la mise en place du projet a pris plusieurs mois. Il y a eu beaucoup de paperasse administrative à gérer, de logistique à organiser, de visites puis de travaux à faire, sans compter les longues réunions. Mais grâce à l'investissement et l'énergie des camarades, nous avons pu ouvrir en novembre 2014. Depuis, il n'y a pas eu de problèmes majeurs avec les autorités (le lieu étant parfaitement légal, chaque personne voulant consommer de l'alcool devant prendre une carte annuelle de membre à 2€, par exemple). Quant à l'extrême droite, leurs « actions » se sont limitées à des graffitis illisibles… Le travail accompli est donc très satisfaisant. Pour donner une idée, nous avons dépassé les 1000 adhésions à l'association au début de l'été.

Cela implique un gros effort de gestion. Comment les décisions sont-elles prises ?

Des réunions ouvertes à tous les membres ayant pris leur carte et accepté nos statuts sont organisées régulièrement, où les activités et ateliers sont discutés et préparés. Nous comptons développer la participation de toutes et tous à ces réunions. Nous avons aussi des réunions fermées du collectif de gestion du lieu, pour ce qui est de la comptabilité ou de la tenue des permanences. Autant que possible, nous essayons de faire tourner les mandats, pour que chaque personne participe un peu à tout et qu'il n'y ait pas de tâches trop lourdes. Ce n'est pas facile, nous nous améliorons par la pratique et le débat.

Sur quels thèmes développez-vous votre activité ?

Grosso modo on peut classer notre activité en deux catégories. D'un côté, il y a les évènements purement politiques – soirées de soutien aux luttes internationales, contre la répression ou sur un thème précis (la presse révolutionnaire, le féminisme, l'actualité antifasciste, la condition ouvrière…). D'un autre, nous avons différents ateliers plus ou moins durables n'étant pas directement politiques mais très importants pour la solidarité populaire : cours de langue, ateliers artistiques, soirées à thème, jeux, films… Tout est gratuit bien sûr. Nous essayons aussi de financer et d'héberger des collectifs se mobilisant sur des sujets qui nous parlent, par exemple contre la précarité ou la répression. Quant aux évènements portant sur un pays en particulier, on fait intervenir en priorité des camarades connaissant directement la situation, que ce soit aux USA, en Grèce ou au Maroc.

Et pour ce qui est de l'activité politique, comment ça se passe pour faire cohabiter différents groupes et opinions ?

En fait, même si on vient de courants assez variés (il y a par exemple des autonomes, des anarchistes, des maoïstes…),

(suite en dernière page)



Culture

Caminarèm

CAMINAREM, c'est le tocsin qui résonne, Lo Pais qui se lève, bien plus qu'un livre, c'est une ode à la dignité.

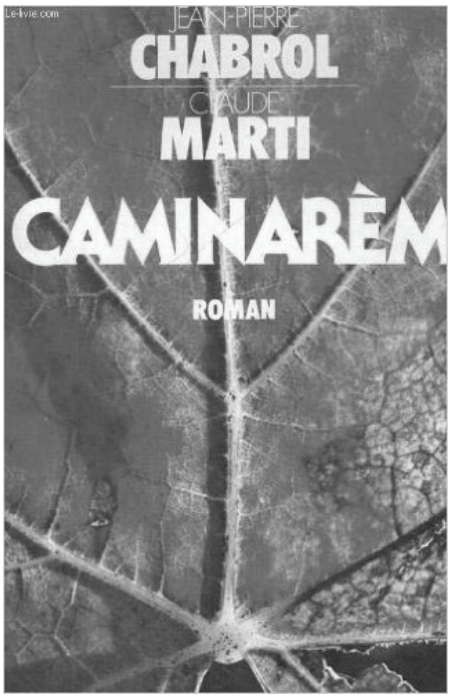
Ce sont de fiers viticulteurs, des travailleurs de la terre, des hommes et des femmes à qui la logique capitaliste soustrait le fruit du labeur quotidien.

CAMINAREM, c'est l'histoire de luttes viticoles du Languedoc, mais c'est surtout l'histoire d'un peuple Occitan fier et bien décidé à ne plus se faire voler, à se battre pour vivre et travailler au pays.

CAMINAREM, c'est le roman de nos vies, de notre pays spolié par les crèves-peuples et méprisé par l'État Français. C'est un pan d'histoire populaire et collective qui se transmet dans nos campagnes, mais également de trajectoires individuelles de gens simples, qui un jour se sont levés pour reconquérir le droit de vivre.

CAMINAREM, c'est un livre qui sent la vigne et la poudre. C'est une histoire de lutte, d'amour et d'amitiés. C'est un livre qui chante dans notre belle langue Occitane si longtemps reléguée à l'état de patois par une pseudo élite parisienne méprisante et coloniale. C'est un livre qui rend à notre peuple le plus beau des hommage.

Parcourez les pages d'un pays qui veut vivre de son travail et ne pas devenir un bronze cul à touristes ! Et alors CAMINAREM ensemble vers des lendemains qui chantent ! ★



Caminarèm de Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti, édition Robert Laffon

Shameless



Mais que vient faire une série télé dans un journal maoïste ?

Autant vous prévenir tout de suite, Shameless est une série hautement addictive. Si vous allez plus loin, c'est donc à vos risques et périls !

Commençons par le décor. L'action se situe dans un quartier pauvre de Chicago et met en scène toute une famille de prolétaires qui luttent non seulement pour survivre mais aussi pour vivre et profiter de la vie comme le font celles et ceux qui savent que la vie est précieuse, mais aussi que les bons moments ne durent jamais encore moins pour eux et qu'il ne faut pas rater la moindre occasion d'en profiter. Ici, on brûle la vie. Et forcément, il y a de la casse : personne n'arrivera avec son corps et son esprit en bon état à la morgue !

C'est une vie en opposition complète avec celle des bourgeois et petits bourgeois qui se passent trois couches de crème solaire alors qu'on a depuis longtemps sauté à l'eau tout habillés ! Bref, ici, c'est pas du tout l'esprit « caisse d'épargne » !

C'est pas toujours super propre, ni très joyeux non plus, mais on vit pleinement : sans honte ! La vie avec des hauts et des bas, tel l'électrocardiogramme d'un cœur qui bat.

Et comme, la famille Gallagher est grande, et que la société extérieure est hostile, les membres de cette joyeuse bande sont collés les uns aux autres pour le meilleur et le pire.

Ici, ne cherchez pas qui est bon ou méchant ! Tout varie en fonction des moments tout au long des 5 saisons comme dans la vraie vie et ça change des séries françaises simplistes et moralistes !

Voici donc la famille Gallagher ! Fiona est la grande sœur qui gère la maison et veille presque tout le temps sur tout le monde, tandis que son alcoolique de père, Franck ne peut s'empêcher de tout bousiller pour satisfaire ses envies. Du côté des enfants, Lip, c'est l'intello qui ne manque pas de mettre ses compétences au service de la communauté ; Ian est fier de son homosexualité et attiré par l'armée ; Debbie, vous apprendrez à connaître sa malice rapidement, quant à Karl, s'il parle peu, il est toujours là pour jouer un mauvais tour et résister à l'institution scolaire. Reste Liam, le tout jeune métis, dont le personnage est pour le moment un peu limité.

Tous ensemble, entre vol des bonnes œuvres, triche aux exams ou usurpation d'identité, ils parviennent à s'en sortir tant bien que mal. Dans leurs combines, ils peuvent d'ailleurs compter sur le

soutien indéfectible de leurs voisins, Kevin et Veronica.

Et quand un danger extérieur menace le petit clan, les Gallagher savent se serrer les coudes et mettre de côté leurs différends. Unis dans l'adversité et rusés comme des renards, ils trouvent toujours le moyen de résister à la société.

Bref, Shameless est une série réaliste qui parle du peuple au peuple (il suffit de la regarder avec un bourgeois et d'observer sa réaction pour constater qu'on n'est vraiment pas du même monde).

Juste quelques bémols. Notamment la présence constante de scènes explicites de sexe qui ont pour rôle de faire monter l'audimat. D'autre part, les personnages sont plus sveltes que la norme et leur physique pas représentatif. Mais, au vu des valeurs de cette société, pour une fois que les pauvres ne sont pas dénigrés, nous n'allons pas nous plaindre !

Bien sûr, les grincheux diront que la lutte reste individuelle et de survie, qu'il manque l'idéologie et l'organisation. Cependant, c'est la réalité et autrement à quoi servirait les révolutionnaires ? ★

Hommage à Jean Rigollet



Hommage à Jean Rigollet à Nante le 19 août, 60 ans après la police assassine toujours ! Jean Rigollet était un maçon nantais tué à l'âge de 24 ans par les CRS lors du grand mouvement de grève des chantiers navals nantais de l'été 1955. Lors de ce mouvement qui dura plusieurs semaines, les ouvriers ont notamment attaqué le tribunal et la prison pour faire libérer leurs camarades réprimés. Aujourd'hui encore la police continue de mutiler et tuer ceux qui se révoltent contre les patrons et contre la répression !

(suite de l'interview) dans la pratique ces différences ont peu d'importance : nous partageons une analyse de classe de la société, et nous pensons que la solidarité populaire se reconstruit dans la lutte, en reprenant le contrôle de nos vies. Nous sommes bien sûr internationalistes, et donc opposés à tous les mouvements réactionnaires ou racistes. Concernant les différentes organisations révolutionnaires, nous entretenons de bons liens avec de nombreux camarades, mais nous nous adressons principalement aux prolétaires n'étant pas politisés : nous ne voulons pas animer un lieu fermé uniquement fréquenté par des activistes déjà convaincus.

Un dernier mot pour la fin ?

Le Barricade sera normalement ouvert le jeudi, vendredi et samedi soir à partir de 19h, sans compter les activités en semaine. Tenez-vous informés via notre page facebook (Le Barricade) et n'hésitez pas à venir nous voir. L'année s'annonce bien ! ★

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com